TIBET = BRIEF

MAI 2019

UN RAPPORT D'INTERNATIONAL CAMPAIGN FOR TIBET

LE DROIT PÉNAL CHINOIS EST UTILISÉ DE MANIÈRE ABUSIVE POUR PERSÉCUTER LES TIBÉTAINS ET LES BOUDDHISTES, SELON UNE NOUVELLE RÉSOLUTION DU PARLEMENT EUROPÉEN

DANS UNE RÉSOLUTION ADOPTÉE LE 18 AVRIL, LE PARLEMENT EUROPÉEN A ÉPINGLÉ LA CHINE POUR SES ACTES DE PERSÉCUTION À L'ÉGARD DES TIBÉTAINS ET D'AUTRES COMMUNAUTÉS ETHNIQUES ET RELIGIEUSES, ET A EXHORTÉ LES AUTORITÉS CHINOISES À RESPECTER LEURS LIBERTÉS ET DROITS FONDAMENTAUX.



Cette résolution, adoptée avec une large majorité de 505 voix, traduit l'inquiétude du Parlement européen quant à la répression croissante de nombreuses «minorités» ethniques et religieuses en Chine, en particulier les Tibétains, les Ouïghours, les Kazakhs et les chrétiens. Les parlementaires appellent notamment la Chine à fermer ses «camps de rééducation politique» au Xinjiang (une région que les Ouïghours appellent le

Turkestan oriental) et à «respecter la liberté linguistique, culturelle et religieuse et les autres libertés fondamentales des Tibétains».

En ce qui concerne le Tibet plus précisément, le Parlement européen se dit préoccupé par « le recours abusif qui est fait du droit pénal pour persécuter les Tibétains et les bouddhistes, dont les activités religieuses

> SUITE PAGE 2

DANS CETTE ÉDITION

- Le droit pénal chinois est utilisé de manière abusive pour persécuter les Tibétains et les bouddhistes, selon une nouvelle résolution du Parlement européen
- 2 Dialogue annuel sur les droits de l'homme et sommet UE-Chine
- 7^{ème} Convention mondiale des parlementaires pour le Tibet à Riga
- 4 La création d'une fausse « association tibétaine » dévoilée au Canada
- Un Tibétain condamné à quatre ans de prison pour avoir appelé à la libération du Panchen-Lama
- Des millions d'étudiants chinois seront envoyés en mission de « civilisation » dans les régions peuplées de « minorités »
- 7 Le point sur les prisonniers politiques
- Suggestion de lecture
- 9 Événements à venir



ICT EUROPE

Funenpark 1D 1018 AK Amsterdam, The Netherlands Phone: +31 (0)20 3308265 Fax: +31 (0)20 3308266 icteurope@savetibet.nl

ICT BRUSSELS

15, rue de la linière 1060 Brussels Belgium Phone: +32 (0)2 609 44 10 Fax: +32 (0)2 609 44 32 info@savetibet.eu

ICT GERMANY

Schonhauser Allee 163 10435 Berlin Germany Tel.: +49 (0)30 27879086 Fax: +49 (0)30 27879087 info@savetibet.de

IC1

1825 Jefferson Place, NW Washington, DC 20036 United States of America Phone: +(1) 202-785-1515 Fax: (202) 785-434 info@savetibet.org

TIBET BRIEF

UN RAPPORT D'INTERNATIONAL CAMPAIGN FOR TIBET

> SUITE DE LA PAGE 1

sont assimilées à du "sécessionnisme" ». Il condamne les campagnes d'« éducation patriotique » menées par la Chine, y compris l'ingérence dans la gestion des monastères bouddhistes tibétains, et demande aux autorités chinoises de ne pas obliger les nomades tibétains à abandonner leur mode de vie traditionnel. Les eurodéputés ont également exhorté la Chine à libérer sans délai les Tibétains emprisonnés uniquement pour avoir exercé leur droit à la liberté d'expression, et ils ont à nouveau réclamé un accès sans entrave au Tibet pour les citoyens de l'UE.

Lors du débat, de nombreux membres du Parlement européen ont insisté sur l'importance de s'opposer aux violations flagrantes des droits de l'homme commises par la Chine. La haute représentante de l'UE, Federica Mogherini, a par ailleurs présenté les efforts déployés par l'Union européenne en vue de faire évoluer favorablement la situation pour les Tibétains, les Ouïghours et d'autres communautés, soulignant l'importance de la cohérence et de l'unité des institutions de l'UE, mais aussi des États membres, sur cette question. C'est en outre la première fois qu'elle déclare publiquement que l'UE attend de la Chine qu'elle garantisse un accès réciproque au Tibet pour les journalistes et diplomates européens et pour les familles, un appel qui fait écho à l'adoption du Reciprocal Access to Tibet Act (loi sur l'accès réciproque au Tibet) aux États-Unis l'année dernière. Un certain nombre de parlementaires à travers l'Europe ainsi que plusieurs résolutions récentes du Parlement européen ont relayé cette revendication.

Cette résolution sur la Chine était la dernière du Parlement européen dans sa composition actuelle – les prochains eurodéputés seront élus le 26 mai. Veuillez cliquer <u>ici</u> pour lire dans son intégralité la résolution du Parlement européen sur la Chine, et notamment sur la situation des minorités ethniques et religieuses.



Veuillez cliquer sur la photo pour lire l'intégralité de l'allocution de la haute représentante, Federica Mogherini, lors du débat au Parlement européen. (Photo : capture d'écran de la télévision en ligne du Parlement européen)

DIALOGUE ANNUEL SUR LES DROITS DE L'HOMME ET SOMMET UE-CHINE

LE DÉBUT DU MOIS D'AVRIL A ÉTÉ CHARGÉSUR LEPLAN DES RELATIONS SINO-EUROPÉENNES, AVEC LA SESSION ANNUELLE DU DIALOGUE SUR LES DROITS DE L'HOMME ENTRE LA CHINE ET L'UNION EUROPÉENNE À BRUXELLES, SUIVIE QUELQUES JOURS PLUS TARD DU 21 ÈME SOMMET UE-CHINE.

En amont de ces réunions importantes, plusieurs organisations de défense des droits de l'homme, dont ICT, ont écrit aux dirigeants de l'UE pour leur demander de faire des droits de l'homme une priorité dans leurs échanges avec leurs interlocuteurs chinois. ICT a également fait part de ses préoccupations à l'UE concernant la situation alarmante au Tibet, et notamment le sort de plusieurs défenseurs des droits de l'homme maintenus en détention. Lors du dialogue, les 1er et 2 avril à Bruxelles, l'Union européenne a insisté sur l'universalité des droits de l'homme et mis en évidence la détérioration de la situation



Le président de la Commission européenne, Jean-Claude Juncker, le premier ministre chinois, Li Keqiang, et le président du Conseil européen, Donald Tusk, au 21^{ème} sommet UE-Chine à Bruxelles le 9 avril. (Photo: Union européenne)

des droits civils et politiques en Chine. Elle a par ailleurs évoqué plusieurs cas particuliers, dont ceux de Tashi Wangchuk et Lobsang Dargye. Toutefois, les réponses apportées par la délégation chinoise, et le fait qu'elle ait refusé de participer à un échange de vues avec la société civile organisé dans le cadre de ce dialogue,

> SUITE PAGE 3

TIBET = BRIEF

UN RAPPORT D'INTERNATIONAL CAMPAIGN FOR TIBET

> SUITE DE LA PAGE 2



Des participants ouïghours et tibétains à la manifestation organisée en marge du sommet UE-Chine. (Photo: ICT)

ont une fois de plus montré que la Chine n'a pas l'intention de participer activement à ce processus et de réaliser des progrès concrets dans le domaine des droits de l'homme. Le jour du sommet, le 9 avril, ICT a organisé, en collaboration avec d'autres ONG, une manifestation dans le quartier européen à Bruxelles, à quelques mètres seulement du lieu où se tenait le sommet, afin d'exhorter l'UE à aborder au plus haut niveau la question des droits de l'homme avec le premier ministre chinois, Li Keqiang, compte tenu de la gravité de la situation. Cette action a réuni environ 200 personnes, dont de nombreux membres des communautés tibétaine et ouïghoure en Belgique, qui ont en particulier réclamé le respect de la liberté de religion des Tibétains, ainsi que la fermeture des camps de « rééducation politique » au Xinjiang. Le président du Conseil européen, Donald Tusk, a brièvement mentionné, dans son allocution à l'issue de la réunion, que les droits de l'homme n'avaient pas été oubliés et qu'il avait soulevé « un certain nombre de cas individuels » avec Li Keqiang. Mais malheureusement, aucun point spécifique n'a été évoqué et aucun appel n'a été lancé publiquement en faveur d'une amélioration concrète de la situation, ce qui soulève des interrogations quant à l'engagement réel de l'UE de placer ses intérêts économiques au même niveau que les droits de l'homme.

POUR PLUS D'INFORMATIONS :

- Lettre conjointe d'ONG en amont du dialogue sur les droits de l'homme et du sommet UE-Chine
- Communiqué de presse du SEAE à l'occasion du 37ème dialogue sur les droits de l'homme entre l'UE et la Chine
- Déclaration conjointe publiée à l'issue du 21ème sommet UE-Chine

7^{èME} CONVENTION MONDIALE DES PARLEMENTAIRES POUR

LE TIBET À RIGA

DU7AU10MAI, DES PARLEMENTAIRES DU MONDE ENTIER SE SONT RÉUNIS DANS LA CAPITALE LETTONE, RIGA, À L'OCCASION DE LA 7^{ÈME} CONVENTION MONDIALE DES PARLEMENTAIRES POUR LE TIBET.

Cette convention a été organisée par le Parlement tibétain en exil, en étroite collaboration avec le groupe parlementaire letton de soutien au Tibet et le Réseau international de parlementaires pour le Tibet. Elle a rassemblé une centaine de participants, dont des députés d'Asie, d'Europe, d'Amérique du Nord et du Sud et d'Océanie, ainsi que le président du gouvernement tibétain en exil, Lobsang Sangay, et des spécialistes du Tibet. Avant la réunion, plusieurs parlementaires ont subi des pressions du gouvernement chinois qui ne souhaitait pas qu'ils participent à l'événement.

L'objectif de cette réunion était de débattre et d'assurer la coordination du soutien international à la cause tibétaine. Dans ce cadre, une série de débats d'experts a été organisée, sur des thèmes tels



L'un des panels d'experts lors de la Convention mondiale des parlementaires pour le Tibet. (Photo: ICT)

que l'histoire de la Chine et du Tibet, la situation environnementale au Tibet, et la question tibétaine dans le contexte du droit international et des relations internationales. ICT a également participé à l'événement, et son directeur des politiques européennes, Vincent Metten, a informé les participants de l'état actuel de la politique de l'Union européenne sur le Tibet.

À l'issue de la Convention, le 10 mai, les parlementaires ont adopté la déclaration de Riga, dans laquelle ils appellent la Chine à laisser les citoyens étrangers accéder au Tibet sans entraves et à renouer le dialogue avec les représentants du Dalaï-Lama.

Les conventions précédentes se sont tenues à New Delhi (1994), Vilnius (1995), Washington, DC (1997), Édimbourg (2005), Rome (2009) et Ottawa (2012).

POUR PLUS D'INFORMATIONS:

- Déclaration de Riga sur le Tibet
- <u>Présentation d'ICT sur les politiques de l'UE</u> relatives au Tibet

TIBET BRIEF

UN RAPPORT D'INTERNATIONAL CAMPAIGN FOR TIBET

LE LANCEMENT D'UNE FAUSSE « ASSOCIATION TIBÉTAINE » DÉVOILÉ AU CANADA

LE LANCEMENT LE MOIS DERNIER À TORONTO D'UNE CERTAINE « ASSOCIATION TIBÉTAINE DU CANADA », QUI S'EST RÉVÉLÉE LIÉE AU GOUVERNEMENT CHINOIS, EST LE DERNIER EXEMPLE EN DATE DES EFFORTS DÉPLOYÉS PAR LA CHINE POUR DUPER LE MONDE ENTIER SUR LA QUESTION TIBÉTAINE.



Conférence de presse annonçant la création d'une organisation de façade chinoise, nommée Association tibétaine du Canada.

Au vu de la nature de cet événement inaugural, auquel ont participé des organisations favorables au Parti communiste chinois telles que la Confédération des organisations chinoises canadiennes de Toronto, connue au Canada pour sa collaboration étroite avec le gouvernement chinois – et un petit nombre de Tibétains, il ne fait aucun doute que cette association est une organisation de façade du gouvernement chinois. Les Tibétains présents, en minorité dans la salle malgré l'existence d'une assez grande communauté tibétaine à Toronto, étaient tous connus pour avoir des liens avec le Département du travail du Front uni, ainsi qu'avec les consulats chinois à New York et au Canada. Fait encore plus révélateur des desseins politiques de l'organisation, l'hymne national chinois et une chanson chinoise d'inspiration communiste faisant référence aux Tibétains et aux Chinois comme étant des « membres d'une même famille » ont été joués lors de l'événement.

On peut lire dans un article à propos de l'événement, publié sur un site d'actualité en chinois, que le premier ministre canadien, Justin Trudeau, et le ministre de l'Immigration, des Réfugiés et de la Citoyenneté, Ahmed Hussen, « ont envoyé une lettre de félicitations spéciale pour la création de l'Association canadienne

des compatriotes tibétains ». Des passages de cette lettre ont été publiés sur les médias sociaux. Le cabinet du premier ministre canadien a néanmoins nié avoir envoyé une telle lettre.

Six organisations canadiennes tibétaines légitimes en Ontario, au Québec, dans l'Alberta et en Colombie-Britannique ont publié une lettre conjointe le 23 avril, affirmant que cette association soutenue par la Chine ne représentait pas les Canadiens tibétains. Le Comité Canada Tibet a également déclaré que l'objectif d'une telle association semblait être de « diviser la communauté tibétaine au Canada ».

Les manœuvres de la Chine visant à influencer les pays étrangers de l'intérieur et à déstabiliser les Tibétains en exil avaient déjà attiré l'attention en avril 2018, lorsque les autorités suédoises avaient accusé un Tibétain résidant en Suède d'espionnage pour le compte du gouvernement chinois. Ces opérations d'influence ont suscité un vif intérêt dans certains pays, notamment aux États-Unis, où une législation bicamérale et bipartite, connue sous le nom de « Countering the Chinese Government and Communist Party's Political Influence Operations Act » (loi visant à contrer les opérations d'influence politiques du gouvernement et du Parti communiste chinois) a été présentée au Congrès.

UN TIBÉTAIN CONDAMNÉ À QUATRE ANS DE PRISON POUR AVOIR APPELÉ À LA LIBÉRATION DU PANCHEN-LAMA

LORS QUE LA DEUXIÈME FIGURE RELIGIEUSE LA PLUS CÉLÈBRE DU TIBET, LE PANCHEN-LAMA, A EU 30 ANS EN AVRIL DERNIER, LES AUTORITÉS CHINOISES DANS LA PROVINCE DU SICHUAN ONT CONDAMNÉ UN JEUNE TIBÉTAIN À UNE PEINE DE PRISON POUR AVOIR APPELÉ À SA LIBÉRATION.



La seule photo connue de Gendun Choekyi Nyima a été prise alors qu'il n'était qu'un enfant, mais à l'occasion de son anniversaire, le spécialiste britannique du vieillissement par ordinateur Tim Widden a tenté de créer une image de l'apparence qu'il pourrait avoir aujourd'hui.

Wangchen, un Tibétain âgé de 20 ans, a été arrêté le 29 avril à Sershul, dans le Tibet oriental, après avoir publiquement appelé à la libération de Gedhun Choekyi Nyima — le onzième Panchen-Lama du Tibet, porté disparu depuis plus de vingt ans — et à la réunification du Dalaï-Lama et du Panchen-Lama au Tibet. Il s'agit du premier incident lié au Panchen-Lama depuis de nombreuses années.

Selon des informations de Radio Free Asia (RFA), il a peu après été condamné par le Tribunal populaire du comté de Sershul dans la préfecture de Kardze (en chinois: Ganzi) dans le Sichuan à une peine de quatre ans et demi de prison pour avoir « protesté

> SUITE PAGE 5

TIBET & BRIEF

UN RAPPORT D'INTERNATIONAL CAMPAIGN FOR TIBET

DES MILLIONS D'ÉTUDIANTS CHINOIS SERONT ENVOYÉS EN MISSION DE « CIVILISATION » DANS LES RÉGIONS PEUPLÉES DE « MINORITÉS »

DANS UNE DÉMARCHE QUI RAPPELLE LA DÉSASTREUSE RÉVOLUTION CULTURELLE, DES MILLIONS DE JEUNES VOLONTAIRES CHINOIS SERONT ENVOYÉS DANS DES RÉGIONS RURALES À TRAVERS LA CHINE, Y COMPRIS DANS DES ZONES PEUPLÉES PAR DES « MINORITÉS », POUR Y « PROPAGER LA CIVILISATION ».



Des membres de la Ligue de la jeunesse communiste chinoise. (Photo: Twitter @XHNews)

Dans un document diffusé le 22 mars et rendu public par les médias d'État chinois et des agences de presse internationales, la Ligue de la jeunesse communiste chinoise a annoncé qu'elle comptait envoyer d'ici 2022 plus de 10 millions d'étudiants bénévoles d'écoles professionnelles et d'universités dans des zones rurales, afin de « renforcer leurs compétences, propager la civilisation et promouvoir la science et la technologie ».

Pour de nombreux observateurs, ce déploiement d'étudiants pour « propager la civilisation » évoque les abus et le chaos de la révolution culturelle de 1966-1976, lors de laquelle des millions d'intellectuels chinois, entre autres, ont été envoyés à la campagne pour s'y installer. Selon un rapport de l'AFP, qui a suivi les réactions à la campagne sur le

média social chinois Weibo (similaire à Twitter), un utilisateur, WangTingYu, a posté « Est-ce que ça recommence ? ». KalsangWangduTB, dont le pseudonyme a des consonances tibétaines, a quant à lui publié: « Parfois l'histoire avance, parfois elle recule ».

En supposant que les étudiants seront également envoyés dans les régions tibétaines, il s'agirait d'une nouvelle étape dans le renforcement de la présence du Parti communiste dans ces régions depuis la répression des manifestations pacifiques menées par des Tibétains en 2008. Dans le cadre de l'intensification de sa présence au Tibet, le Parti y a envoyé des milliers de cadres travaillant à tous les niveaux de la société dans des habitations privées, des monastères et des écoles.

> SUITE DE LA PAGE 4

ostensiblement en public contre la loi du pays ». Le tribunal a également condamné la tante de Wangchen, Acha Dolkar, à une peine de prison d'un an et trois mois. Les autorités chinoises l'accuseraient transmis la

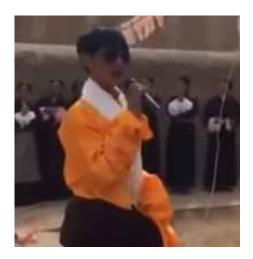


Le manifestant Wangchen et sa tante Acha Dolkar sur une photo non datée obtenue par RFA.

nouvelle de la protestation de Wangchen à des contacts en dehors de la région. Deux autres Tibétains, Lobsang et Yonten, ont été placés en détention pour complicité. Ils se sont vu imposer une amende de 15 000 yuans (environ 2 000 euros) et ont été condamnés à six mois de « rééducation politique ». Lors du procès, auquel les accusés ont dû assister sans véritable aide juridique, la démarche chancelante de Wangchen a suscité des craintes quant à la possibilité qu'il ait été victime de torture ou de mauvais traitements en détention. Il est toutefois impossible de le confirmer pour l'instant, étant donné que les autorités chinoises ne laissent personne l'approcher.

Gedhun Choekyi Nyima a eu 30 ans le 25 avril dernier. Il y a 24 ans, quelques jours après que le Dalaï-Lama l'a reconnu comme étant la réincarnation du Panchen-Lama, les autorités chinoises l'ont enlevé lui et sa famille, faisant de lui le plus jeune prisonnier politique au monde. Personne ne sait où il se trouve aujourd'hui et il n'a plus été vu depuis son enlèvement, mais il serait toujours en vie.

TIBET BRIEF UN RAPPORT D'INTERNATIONAL CAMPAIGN FOR TIBET



Pema Wangchen, 31 ans, avait été arrêté en avril 2016 – quelques semaines après avoir chanté <u>en public l'hymne national tibétain</u> dans son village natal de Wongsang dans le comté de Karze. Il avait ensuite été violemment torturé pendant un mois et dix jours en prison.

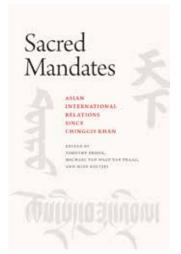
LE POINT SUR LES PRISONNIERS POLITIQUES DÉCÈS DE L'ANCIEN PRISONNIER POLITIQUE PEMA WANGCHEN

SELON UN ARTICLE DE RADIO FREE ASIA (RFA) CITANT DES SOURCES TIBÉTAINES, PEMA WANGCHEN, UN CHANTEUR ET ANCIEN PRISONNIER POLITIQUE TIBÉTAIN, EST MORT DANS LA PROVINCE CHINOISE DU SICHUAN LE 26 AVRIL. IL EST PROBABLEMENT DÉCÉDÉ EN RAISON DE PROBLÈMES DE SANTÉ RÉSULTANT DES ACTES DE TORTURE DONT IL AVAIT ÉTÉ VICTIME DANS LES PRISONS CHINOISES.

Il a enfin été libéré, en mauvaise santé, en mai 2016, et a cherché en vain à se faire soigner. Au milieu du mois d'avril de cette année, la santé de Pema Wangchen s'est fortement détériorée. « Il souffrait terriblement du dos et son corps avait tellement gonflé qu'il ne pouvait même plus enfiler ses chaussures », selon une source de RFA. Il a été admis dans un hôpital de Chengdu, la capitale de la province du

Sichuan, mais il est décédé le 26 avril.

Il s'agit du deuxième décès d'un ancien prisonnier politique tibétain en lien avec des actes de torture signalé en avril. Au début du mois, c'était <u>Lekshey Thupten qui décédait</u> en raison de problèmes de santé: il avait lui aussi été victime de traitements inhumains et de torture en prison.



SUGGESTION DE LECTURE

SACRED MANDATES

ASIAN INTERNATIONAL RELATIONS SINCE CHINGGIS KHAN, PAR TIMOTHY BROOK, MICHAEL VAN WALT VAN PRAAG ET MIEK BOLTJES

Maison d'édition : The University of Chicago Press

Date de publication : Mai 2018

Cliquez <u>ici</u> pour commander cet ouvrage.

Les discussions contemporaines sur les relations internationales en Asie semblent ancrées dans le présent et se détacher des contextes historiques qui leur donnent du sens. Sacred Mandates vient pallier ce manque en examinant l'histoire complexe des relations inter-régimes dans l'Asie intérieure et l'Asie orientale du XIIIème au XXème siècle, pour nous aider à comprendre et à mettre au point des politiques capables de relever les défis auxquels est confrontée

la région aujourd'hui. Les auteurs de ce livre sont convaincus que l'analyse des ordres juridiques passés aide à comprendre les différentes facettes du conflit contemporain, ainsi que les récits historiques contradictoires qui attisent les tensions. Au lieu d'étudier les diverses dynasties dans l'ordre, les auteurs ont défini trois « mondes » - le monde mongol de Gengis Khan, le monde bouddhiste tibétain et le monde chinois confucéen – qui représentent différentes formes d'autorité de civilisation et d'ordre juridique. Ce nouveau cadre nous permet de sortir de la tendance moderne à voir le système international uniquement comme l'interaction d'États indépendants, et de mettre au jour les effets de l'histoire complexe en jeu entre et au sein des régions. Des contributeurs d'un large éventail de disciplines couvrent toute une série de thèmes : le développement du droit international, la souveraineté, la formation de l'État, la légitimité du dirigeant, l'expansion impériale, le rôle de l'autorité spirituelle par rapport au comportement de l'État, l'impact de la modernisation, et les défis des processus de paix. Résultat de cinq années de recherche collaborative, Sacred Mandates sera dans les années à venir le guide historique incontournable des relations internationales et inter-États en Asie, un ouvrage utile tant pour les décideurs politiques que pour les chercheurs.



UN RAPPORT D'INTERNATIONAL CAMPAIGN FOR TIBET

MAI 2019

ÉVÉNEMENTS À VENIR

• 14-16 JUIN

19^{ème} Festival culturel du Tibet et des peuples de l'Himalaya (plus d'infos sur https://www.festivalcultureldutibet.com/)

• 24 JUIN - 12 JUILLET

41^{ème} session du Conseil des droits de l'homme de l'ONU

• 1^{ER} JUILLET:

Début de la présidence finlandaise de l'UE

• 16-18 JUILLET

2^{ème} réunion ministérielle en faveur de la liberté de religion à Washington, Etats-Unis